

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative – Bâtiment Territoire  
19, rue de Ciron  
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 6 juillet 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05 juillet 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EPC FRANCE**

Dépot de Montdragon  
Muratet  
81440 Montdragon

Références : 81-CRARC-2023-58  
Code AIOT : 0006802305

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05 juillet 2023 dans l'établissement EPC FRANCE implanté lieu-dit « Muratet » sur le territoire de la commune de Montdragon (81440). L'inspection a été annoncée le 28 mars 2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EPC FRANCE
- Dépot de Montdragon Muratet 81440 Montdragon
- Code AIOT : 0006802305
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le dépôt de Montdragon est installé sur le site actuel depuis 1979. Il est constitué de plusieurs dépôts d'explosifs. Le risque principal est constitué par l'explosion en masse d'un des dépôts.

Le site est divisé en deux zones :

- une zone non pyrotechnique comprenant : les bureaux, les vestiaires, le réfectoire, le local UMFE ;
- une zone pyrotechnique constituée par les dépôts.

L'activité de l'établissement consiste en la réception de produits explosifs, au stockage de ces produits et en leur réexpédition par transport en compte propre vers les différents utilisateurs, essentiellement carrières pour minage des fronts de taille, chantiers de TP ou autres chantiers de démolition.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- État des stocks
- Gestion des MMR
- Signal national d'alerte couvert par le plan particulier d'intervention (PPI)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
4	Gestion des MMR	Arrêté préfectoral du 15/02/2017 Article 8.6.3.3.

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	État des stocks	AP complémentaire du 02/10/2019 Article 1
2	Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux	AP complémentaire du 15/02/2017 Article 8.1.2.
3	Dispositions communes	Arrêté ministériel du 26/05/2014 Article 5
5	Plan particulier d'intervention (PPI)	Arrêté préfectoral du 15/02/2017 Article 8.6.5.4
6	Déchets	Code de l'environnement Article L.541-2

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Un fait susceptible de mise en demeure a été relevé. Un délai d'un mois est laissé à l'exploitant pour apporter les éléments de réponse souhaités.

### **2-4) Fiches de constats**

#### **N° 1 : État des stocks**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/10/2019, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, État des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Il est donné acte à la société EPC France de la mise à jour des conditions d'exploitation de ses installations pour son établissement situé à Montdragon (81), précisé dans le document de référence 2019_MDG_REEXAM_EDD_V.1 daté de mai 2019 et déposé en préfecture par courrier du 29 mai 2019.
<b>Constats :</b> Les quantités de produits présents sur le site sont inférieures aux quantités maximales autorisées, et ce, dans chacun des 4 dépôts.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> AP complémentaire du 15/02/2017, article 8.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature, la quantité et, pour les produits explosifs, la division de risque et le groupe de compatibilité ainsi que la quantité de matière active des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services de secours ou d'urgence compétents et de l'inspection des installations classées. Il peut être informatisé sous réserve que les moyens d'exploitation permettent la lecture des données et leur impression sous une forme telle que l'autorité administrative puisse obtenir facilement les informations demandées par le présent point.</p> <p>Ce registre peut être consulté à tout moment, sans avoir besoin de pénétrer dans le bâtiment concerné. Il a pour objectif minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- que l'exploitant connaisse en permanence l'état de ses stocks ;</li> <li>- que l'exploitant s'assure que le timbrage de ses différents locaux de stockage n'est jamais dépassé ;</li> <li>- de permettre, le cas échéant, le suivi du vieillissement des produits ;</li> <li>- de donner toutes les informations nécessaires à l'intervention des services de secours ou d'urgence compétents.</li> </ul> <p>Ce registre peut être confondu avec le registre demandé en application de l'arrêté du 13 décembre 2005 susvisé, lorsqu'il est requis, sous réserve du respect de ces dispositions.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un registre pour chacun des 4 dépôts. Ce registre comprend l'ensemble des informations requises par les dispositions de l'article 8.1.2 du présent arrêté et l'état des stocks réel présent dans les dépôts est cohérent avec le registre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Dispositions communes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système de gestion de la sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'établissement, sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>À ce jour, le site de Montdragon n'a encore jamais fait l'objet d'une visite de risques par l'assureur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 4 : Gestion des MMR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/02/2017, article 8.6.3.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesure des maîtrise des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas d'indisponibilité d'une MMR (notamment pendant les tests et les opérations de maintenance d'un équipement), l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a préalablement défini et mis en place un dispositif compensatoire dont il justifie l'efficacité et la disponibilité permettant un maintien en sécurité de l'installation.</p> <p>Toute intervention sur des matériels constituant toute ou partie d'une mesure « MMR » est suivie d'essais fonctionnels systématiques.</p> <p>Les tests et les opérations de maintenance des différents équipements composant la MMR sont définis selon des procédures écrites et selon une périodicité adaptée à l'équipement considéré. Les périodicités définies y sont explicitées.</p> <p>La traçabilité des différentes vérifications, tests, contrôles et autres opérations visées ci-dessus est assurée en permanence. L'exploitant tient ces restitutions à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Une organisation doit être mise en place, dans le cadre du système de gestion de la sécurité (SGS), afin de s'assurer de la pérennité des attendus définis à l'article 1.3.2 du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au regard de l'étude de dangers du site de Montdragon, l'exploitant a identifié 5 mesures de maîtrise des risques (MMR) anciennement appelées EIPS (élément important pour la sécurité). 4 d'entre elles ont fait l'objet d'une analyse approfondie permettant de conclure que des améliorations relatives à la traçabilité et au suivi en cas de dysfonctionnement peuvent être apportées par l'exploitant.</p> <p><b>Les éléments de réponse de l'exploitant seront transmis à l'inspection dans un délai n'excédant pas un mois.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Plan particulier d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/02/2017, article 8.6.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sirène PPI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...]La sirène utilisée doit permettre l'émission du signal national d'alerte tel que défini par l'arrêté du 23 mars 2007 relatif aux caractéristiques techniques du signal national d'alerte. Son bon fonctionnement est vérifié dans les conditions prévues par le décret n° 2005-1269 du 12 octobre 2005.</p> <p>L'émergence du niveau sonore de la sirène sera au minimum de 5 dB(A) dans la zone couverte par le PPI.</p>
<p><b>Constats :</b>  À la suite de l'inspection du 16 novembre 2021, l'exploitant avait indiqué par courrier en date du 2 décembre 2021 que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le niveau de pression acoustique à 1500 m était estimé à 52,5 dB(A) au regard de l'attestation de conformité de la sirène PPI et des abaques du fabricant ;</li> <li>le niveau de pression acoustique moyen en campagne était de 40 d(A).</li> </ul> <p>L'inspection s'est donc rendue dans le hameau "La Roque" situé à environ 1100 à 1200 m à vol d'oiseau du dépôt afin de s'assurer que le son de la sirène PPI était audible à cette distance. Comme tous les premiers mercredis de chaque mois, la sirène PPI a été déclenchée à 12h00 par l'exploitant pour en tester son bon fonctionnement. Le son émis par la sirène a été entendu de manière très distincte, sans pour autant pouvoir en déterminer le niveau d'émergence, car l'inspection n'était pas dotée d'un sonomètre.</p> <p>Il en ressort que les riverains situés dans ce hameau sont donc correctement avertis par la sirène PPI, ce qui laisse présager qu'il en est de même pour l'ensemble de la zone couverte par le PPI (rayon de 1 500 m).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 17/12/2010, article L.541-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.</p>
<p><b>Constats :</b>  Selon le rapport d'audit interne en date du 15 juin 2023, l'exploitant a procédé à l'élimination d'un transformation électrique contenant des PCB.</p> <p>À ce titre, l'exploitant a fourni à l'inspection le bordereau de suivi de déchet attestant de son élimination le 5 mars 2021 dans un établissement dûment autorisé à cet effet.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Annexe confidentielle**

**Non communicable au public**

**Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées**

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible (1)
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. note ministérielle du 20 février 2018 et instruction du gouvernement du 06 novembre 2017). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

**N° 1 : État des stocks**

Nom du point de contrôle : État des stocks

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/10/2019, article 1

Information confidentielle :

Un contrôle par échantillonnage de l'état des stocks a été réalisé dans les différents dépôts. Il en ressort le bilan suivant :

Dépôt 1 : 23 tonnes de masse active pour une capacité maximale autorisée de 40 tonnes

Dépôt 2 : 25,5 tonnes de masse active pour une capacité maximale autorisée de 40 tonnes

Dépôt 3 : 19,6 tonnes de masse active pour une capacité maximale autorisée de 40 tonnes

Dépôt 4 : 24,1 kg de masse active pour une capacité maximale autorisée de 1 tonne (990 kg de détonateurs en emballage agréé au transport non ouvert et 10 kg pour le local de dégroupage)

**N° 4 : Gestion des MMR**

Nom du point de contrôle : Gestion des MMR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2017, article 8.6.3.3.

Information confidentielle :

MMR timbrage/stockage :

Le respect du timbrage du dépôt est vérifié quotidiennement et fait l'objet d'un suivi informatique. Une alerte est générée automatiquement lorsque le seuil de 90 % de remplissage est atteint.

MMR formation :

Le personnel opérant sur le site est soumis à de nombreuses formations. Les dates de validité de ces formations sont reprises dans un tableau géré par le chef de dépôt. En revanche et selon la procédure interne PRO-09, le rappel mensuel de certaines consignes n'est pas tracé par le chef de dépôt. **L'exploitant précisera à l'inspection les mesures mises en œuvre pour remédier à ce manquement.**



**MMR débroussaillage :**

Le débroussaillage est correctement réalisé dans un rayon de 50 m autour des dépôts. Les travaux de débroussaillage sont renseignés sur un tableau de suivi.

**MMR protection foudre :**

Le site est équipé d'un parafoudre au niveau du dépôt 5 (actuellement non utilisé) dont le compteur est relevé après chaque activité orageuse ou tous les 3 mois. Ces vérifications sont correctement tracées et archivées.

Ce dispositif est complété par 3 boîtiers électriques parafoudre protégeant respectivement :

- les dépôts 1 à 3 ;
- le dépôt 4 ;
- le hangar UMFE.

En revanche, aucune vérification du bon état de protection des 3 boîtiers électriques parafoudre n'est réalisée. Lors de l'inspection, l'exploitant s'est engagé à rédiger une instruction technique (IT) spécifique permettant de décrire les contrôles/vérifications à réaliser, leur périodicité et leur traçabilité. **Cette nouvelle IT devra être transmise à l'inspection.**